



SYNDICAT DE LA REGION DE MONTEREAU-FAULT-YONNE POUR LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Envoyé en préfecture le 18/11/2024

Reçu en préfecture le 18/11/2024

Publié le

ID : 077-257701748-20241114-DC2024_29-AR

DECISION DU PRESIDENT DU SIRMOTOM
PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°DC-2024-29

Objet : Contrat Infogérance avec la Société JVS

Le Président du SIRMOTOM,

- VU** Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L.2122-23,
- VU** Le Code de la Commande Publique,
- VU** La délibération n°DC2020/34 du SIRMOTOM en date du 18 septembre 2020 relative aux délégations de l'assemblée délibérante au Président,

Article 1 : **DECIDE** de signer le contrat Infogérance avec la Société JVS.

Article 2 : **PRECISE** que la Société JVS assurera les prestations suivantes :

- Vérification des sauvegardes, des anti-virus, de la saturation des disques durs, des journaux d'évènements, des mises en place des Services Packs et des patches de sécurités,
- Installation des MAJ des logiciels du Fournisseur,
- Nettoyage des imprimantes, des disques durs (suppression des fichiers temporaires, cookies, temporary Internet Files...),
- Administration des bases Oracle, de la messagerie, des imprimantes réseaux (hors photocopieurs), des droits des utilisateurs,
- Contrôle d'intégrité des licences acquises par rapport aux licences utilisées,
- Gestion des quotas des utilisateurs,
- Recettage et brassage des câbles.

Article 3 : **PRECISE** que la redevance est payable terme à échoir une fois par an, d'un montant de 1.356,58 € H.T.

Article 4 : **PRECISE** que le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2025 pour une période initiale de 1 an renouvelable 4 fois par tacite reconduction, soit une durée maximum de 5 ans.

Article 5 : **CHARGE** Madame la Directrice du SIRMOTOM, le comptable assignataire et le représentant légal de la Société JVS, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



N°DC-2024-29
Contrat Infogérance avec la Société JVS

Envoyé en préfecture le 18/11/2024
Reçu en préfecture le 18/11/2024
Publié le
ID : 077-257701748-20241114-DC2024_29-AR

Article 6 : DIT que conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Syndical.

Article 7 : DIT que la présente décision sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Syndical.

Article 8 : CERTIFIE le caractère exécutoire de la présente décision par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité.

Article 9 : DIT que la présente décision :

- Sera transmise à Monsieur Le Préfet de Seine-et-Marne au titre du contrôle de légalité ;
- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du SIRMOTOM dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L.411-7 CRPA) ;
- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun par courrier ou sur le site Télérecours (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Président du SIRMOTOM si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Montereau-Fault-Yonne, le 14 novembre 2024.

**Le Président du Syndicat,
Yves JEGO**

